

UBS XXL EST UN MÉGA-RISQUE POUR LA SUISSE

Les liens étroits entre les politicien-nes bourgeois-es et l'industrie financière ont conduit à la débâcle de Credit Suisse. Avec l'UBS XXL, la Suisse se trouve aujourd'hui dans une situation de risque élevé. Parallèlement, les banquier-ères d'UBS continuent de s'enrichir aux dépens des contribuables, grâce à la garantie implicite de l'État.

Ce que le PS demande maintenant

- 1. Des exigences plus élevées en matière de fonds propres :** dans sa forme XXL actuelle, UBS représente un risque inacceptable pour l'économie suisse. UBS doit être réduite en taille et rendue plus résistante aux crises en renforçant les exigences en matière de fonds propres.
- 2. Indemnisation de la garantie de l'État :** le financement indirect d'UBS via la garantie de l'État, qui peut atteindre jusqu'à 45 milliards par an, doit être indemnisé. Les contribuables ne doivent plus être contraint-es de payer l'addition.
- 3. Fin de la collusion :** les mandats rémunérés par les banques pour les parlementaires doivent être interdits, et le financement des partis politiques par UBS doit être proscrit.

Affaiblissement systématique de la Finma

Les observateur-trices et les politicien-nes bourgeois-es cherchent à imputer la faute du fiasco de Credit Suisse à la Finma. Pourtant, cette dernière a été systématiquement affaiblie et attaquée au cours des dernières années. La raison en est simple : les partis bourgeois ne veulent pas d'une surveillance bancaire forte.

- En 2018, le Parlement a adopté la motion Landolt, soutenue par SwissBanking. Elle exige « de garantir une efficacité accrue dans le pilotage et le contrôle politiques des activités de la FINMA » (17.3317). **L'objectif était que le Conseil fédéral, sous la direction du ministre des Finances Ueli Maurer, puisse davantage contrôler la Finma. La mise en œuvre de cette motion a conduit, en 2019, à une ordonnance qui a fortement limité l'indépendance de la Finma.**
- Parallèlement, **plusieurs interventions** ont été déposées avec un objectif commun : **interdire à la FINMA de réguler le secteur financier par le biais d'ordonnances et de circulaires**, par exemple :
 - Ettlín : « La surveillance des marchés financiers doit se recentrer sur sa mission première » (18.3612)
 - Rutz : « Les activités de la FINMA sont-elles encore en adéquation avec la volonté du législateur ? » (17.3579)
 - Germann : « Faire la lumière sur les conséquences financières des circulaires publiées par la FINMA » (17.3620)
- **En 2023, le Conseil des États a rejeté une motion de la CER-E** visant à renforcer la Finma, notamment avec la mise en place d'un régime pour les cadres supérieurs, la compétence de sanctionner par des amendes, et la publication des résultats de tests de résistance des banques. (23.4336)

¹ Rapport du Conseil fédéral sur la stabilité des banques (avril 2024), page 155.

Selon le dernier sondage Sotomo, **le plus grand mécontentement de la population concerne : les salaires des dirigeant-es et les bonus excessifs.**

Comment UBS achète les partis bourgeois (paiements en 2023) :

1. UDC : 241 000 CHF
2. PLR : 195 000 CHF
3. Le Centre : 173 000 CHF
4. PVL : 66 000 CHF

Somme totale : 675 000 CHF.

10 des 14 membres de la CEP proviennent de partis ayant reçu de l'argent d'UBS.

Trois chiffres du rapport de la CEP :

32 milliards.

C'est le montant des primes perçues par les dirigeant-es de CS au cours des 10 dernières années.

La garantie implicite de l'État correspond à une subvention annuelle d'UBS allant jusqu'à

45 milliards.¹

Cela représente des coûts de 8 400 CHF par contribuable.

Le bilan d'UBS XXL est d'environ

le double
du PIB suisse.

Affaiblissement systématique de la Finma

« Il est possible qu'on parvienne à un accord pour durcir les règles concernant les fonds propres et la liquidité [...] **Une augmentation à dix pour cent des fonds propres de base serait par exemple réaliste et judicieuse.** »

Peter V. Kunz, juriste en droit économique, sur la SRF le 13 avril 2023

« **Le bilan d'UBS est [...] beaucoup trop important pour la Suisse.** Par le passé, nous avons déjà eu deux accidents majeurs avec des grandes banques. Nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de prendre ce risque une troisième fois. »

Aymo Brunetti, économiste, dans le Tages-Anzeiger le 27 mai 2023

« Les critiques adressées depuis des mois à la Finma sont donc complètement exagérées. Si nous attendons d'une autorité étatique qu'elle empêche une crise, la banque n'a plus aucune incitation à contrôler strictement les risques. **Si quelque chose tourne mal, elle pourra toujours pointer Berne du doigt et dire : c'est votre faute !** »

Tobias Straumann, historien de l'économie, dans la NZZ du 15 janvier 2024

Suites

Le calendrier actuel du Conseil fédéral pour la révision du projet TBTF prévoit que celui-ci ne pourra entrer en vigueur qu'aux alentours de 2030 (adoption du message à la fin de 2026 pour le Parlement, début des débats parlementaires en 2027). Ce calendrier est totalement irresponsable au vu du risque que représente l'UBS XXL pour l'économie suisse et la population.